

Inventaire raisonné des principales sources concernant l'assurance chômage en Suisse (1924-1977)

Recherche financée par le Réseau d'études appliquées en politiques sociales, familiales et de la santé (REA) de la Haute École spécialisée de Suisse occidentale (HES·SO), projet 11-05

Carola Togni, Haute école de travail social et de la santé · Vaud, École d'études sociales et pédagogiques · Lausanne

Rapport final, 2007

Table des matières

Inventaire raisonné des principales sources concernant l'assurance chômage en Suisse (1924-1977)	3
0. Remarques générales.....	3
1. Bibliothèques, sources publiées et base de données.....	3
2. Les archives consultées.....	6
2.1 Archives fédérales : OFIAMT, section assurance chômage.....	6
2.2 Schweizerisches Wirtschaftsarchiv (SWA), Bâle	7
2.3 Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich	8
2.4 Archives de l'Union syndicales suisse (USS), Berne	11
2.5 Le Fonds d'archive de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO), Lausanne	12
2.6 Archiv für Zeitgeschichte, Zurich	13
2.7 Archives cantonales et communales	14
3. Pistes de recherche : acteurs périodes et thèmes	14
Les acteurs	14
Les périodes	15
Les thèmes	15
4. Rencontres, colloques, publications	16
5. Suite à donner à la recherche	17
Annexe I : Inventaire des fonds archives concernant l'assurance chômage	19
6. Archives fédérales : fonds OFIAMT, dossiers assurance chômage	19
7. Schweizerisches Wirtschaftsarchiv, Bâle.....	20
7.1 Dossiers sur l'assurance chômage.....	20
7.2 Autres dossiers pouvant concerner l'assurance chômage.....	21
8. Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich	21
8.1 Dossiers thématiques	21
8.2 Archives UNIA.....	21
8.2.1 Archives FTHM (SMUV) - Dossiers sur l'assurance chômage	21
8.2.2 Archives SIB (GBI) – Dossiers sur l'assurance chômage	22
8.3 Archives Parti socialiste suisse.....	22

8.4 Brochures et ouvrages sur l'assurance chômage (catalogue thématique)	22
9. Archives de l'Union syndicale suisse (USS), Berne Dossiers thématiques sur l'assurance chômage	23
10. Archives de l'AEHMO, Lausanne	23
10.1 Fonds FOBB – 113 Assurance chômage	23
11. Archives für Zeitgeschichte, Zurich.....	24
11.1 Fonds de l'Union suisse du commerce et de l'industrie	24
11.2 Fonds de la Société pour le développement de l'économie suisse	25
11.3 Dossiers thématiques NZZ	25
Annexe II : Principales sources législatives concernant l'assurance chômage fédérale, 1924-1982	26

Inventaire raisonné des principales sources concernant l'assurance chômage en Suisse (1924-1977)

Recherche financée par le Réseau d'études appliquées en politiques sociales, familiales et de la santé (REA) de la Haute École spécialisée de Suisse occidentale (HES·SO), projet 11-05

Carola Togni, Haute école de travail social et de la santé · Vaud, École d'études sociales et pédagogiques · Lausanne¹

Rapport final, 2007

0. Remarques générales

Cette année de recherche a été l'occasion de mettre en lumière la richesse des sources disponibles pour l'étude de l'histoire de l'assurance chômage au plan fédéral. Les archives fédérales, les archives patronales, celles des organisations ouvrières ainsi que d'autres fonds conservent en effet un nombre important de documents qui méritent d'être exploités. L'exploitation ces sources permettra de mettre en perspective les enjeux liés à la mise en place de cette assurance sociale notamment en éclairant les débats qui ont accompagné l'évolution de la politique fédérale en la matière. Nous espérons que les informations mises à disposition des historien·ne·s et d'autres chercheurs et chercheuses encourageront l'étude de la genèse de cette assurance sociale.

Dans un premier temps, nous allons lister les bibliothèques et les archives consultées en décrivant le matériel recensé. On trouvera en annexe l'inventaire des fonds et des dossiers consultés dans les archives avec les cotes et les autres indications utiles, ainsi que la liste des principaux textes législatifs. Une base de donnée EndNote (www.endnote.com), fournissant des indications concernant les sources publiées recensées par cette étude est également mise à disposition.

Dans un deuxième temps nous allons dégager les périodes clés, les protagonistes et les thématiques qui émergent de cette recherche exploratoire afin de proposer des pistes de recherche.

Dans un troisième temps, nous rendrons compte des occasions saisies pour présenter et rendre visible cette recherche.

Enfin, nous expliquerons la suite prévue de la recherche et les démarches entreprises.

1. Bibliothèques, sources publiées et base de données

La consultation de catalogues de plusieurs bibliothèques, dont la Bibliothèque nationale suisse (BN) et la Bibliothèque du Bureau international du travail (BIT)², mais également d'archives conservant des ouvrages et brochures sur la thématique de l'assurance chômage (notamment les Wirtschaftsarchiv et les Sozialarchiv) nous a permis de compléter notre bibliographie des sources publiées. Nous avons créé une base de données regroupant ces sources qui pourra continuer à être alimentée par la suite et sera mise à disposition des

¹ Supervision : Prof. Jean-Pierre Tabin

² La *Bibliothèque du Bureau international du travail (BIT)* recueille à la fois des documents du BIT sur le chômage (notamment *Études et Documents*, série C (chômage) et *Nouvelle série*) ainsi que d'autres ouvrages portant sur l'assurance chômage. La majorité des publications du BIT sur le chômage porte sur d'autres pays que la Suisse. On y trouve toutefois des documents concernant la Suisse ainsi que des études comparées entre plusieurs pays.

chercheurs et chercheuses. Nous avons renoncé à répertorier les articles de presse (quotidiens, mensuels, etc.) et les autres sources ayant trait à l'assurance chômage, le nombre de ces dernières étant trop important. Nous avons en effet inventorié des dossiers comptant chacun des centaines d'articles de périodiques. Les dossiers de sources non publiées que nous avons inventoriés se chiffrent quant à eux à plusieurs dizaines de mètres d'archives. L'inventaire et les indications concernant les archives fourniront les indications nécessaires concernant l'état et l'accès à ces sources.

La base de donnée des sources publiées a été réalisée sur le programme EndNote afin de rendre la base plus accessible tout en conservant les mêmes possibilités de recherche que le programme initialement prévu (FileMaker). En plus des recherches par auteur, date, titre, éditeur, type de documents, nous avons également ajouté des mots-clés permettant des recherches par région et par thématique. La base de données compte des résumés pour plusieurs des ouvrages principaux répertoriés ainsi que des indications sur leurs auteur·e·s. Sous la rubrique « note », nous indiquons dans quelle bibliothèque ou archive on peut se procurer document³.

En ce qui concerne les sources publiées nous avons décidé d'élargir notre période de recherche en recensant les écrits à partir de la fin du XIX^e siècle. En effet, il s'agit des écrits les plus anciens traitant la thématique de l'assurance chômage conservés par les bibliothèques et archives consultées. Ces ouvrages sont d'accès plus difficile, parce qu'ils sont moins souvent répertoriés dans les catalogues informatisés et parfois oubliés dans des cartons d'archives. Ce sont toutefois des documents importants pour l'étude des premières discussions et actions publiques et privées concernant l'assurance chômage en Suisse.

Les premiers écrits inventoriés portent sur les premières expériences municipales d'introduction d'une assurance chômage. Il s'agit notamment des villes de Berne, de Saint-Gall, de Bâle et de Zurich. Ces expériences, malgré leurs limites et leurs échecs, abondamment soulignés par les divers auteurs, sont systématiquement citées en exemple, également lorsqu'il s'agit d'élaborer la première loi fédérale au début des années 1920. Le conseiller national démocrate thurgovien Emil Hofmann⁴, qui est l'auteur des deux rapports (1906 et 1917) à la base de la première loi fédérale, commence par s'intéresser à ces expériences, en écrivant sur la politique des villes de Berne et de Saint-Gall.

Parmi les premiers écrits inventoriés, on trouve également celui d'Hermann Greulich (1901), un des principaux dirigeants du mouvement ouvrier chargé du Secrétariat ouvrier suisse, qui s'intéresse de près à la politique sociale.

Les premiers écrits sont souvent des rapports et des expertises commandités par les autorités publiques qui se questionnent sur la manière de réagir face au chômage. Parmi les experts, on sollicite des professeurs de droit ou d'économie, tous auteurs d'écrits sur l'assurance chômage, comme Arthur Curti (1896), Georg Adler (1895) et Emil Hofmann (1898) ou des statisticiens comme Fritz Mangold (1906). Le texte du conseiller national socialiste Eugster

³ Lorsque nous avons pu retrouver l'ouvrage dans le catalogue du réseau RERO, nous avons indiqué cet emplacement, plus facile d'accès. Certains ouvrages qui ne figurent pas dans RERO sont disponibles à la BN, soit dans le catalogue informatique (nous avons indiqué par BN: Helveticat), soit dans le «catalogue-matière avant 1998» (BN: la cote du document). Enfin, certains ouvrages ne figurant ni dans le catalogue RERO ni à la BN, nous avons indiqué l'archive ou la bibliothèque où nous les avons trouvés (Wirtschaftsarchiv, Sozialarchiv, BIT, etc.), ainsi que les indications nécessaires pour les retrouver.

⁴ Docteur en économie politique, théologien et pasteur à Stettfurt (1890-1898) puis inspecteur scolaire (1899-1905). Hofmann est président (1898-1905) et principal dirigeant (dès 1910) du parti démocratique du canton de Thurgovie. Député au conseil national de 1898 à 1927, il participe au groupe de politique sociale et s'intéresse de près à la question de l'assurance chômage.

Howard, défendant la motion qu'il a déposée en 1913 et les rapports d'Emil Hofmann déjà cités sont également des documents importants pour comprendre la genèse de la loi de 1924.

Dès les années 1920, les thèses juridiques dominent. Elles portent sur les mesures à développer pour faire face au chômage, en particulier sur l'assurance chômage. Nous avons inventorié une dizaine de thèses de droit portant sur cette question. Dans les thèses des années 1920 (Koellreuter, 1922; Rabinovitch, 1922; Teucher, 1929; Reinacher, 1929; etc.) et 1930 (Jöhr, 1933; Treyer, 1933; Aebi, 1935; Dürr, 1939; etc.), l'assurance chômage est souvent présentée comme un mal nécessaire. Rabinovitch (1922) parle de «remède malsain», d'un «pis aller» qui serait toutefois «un instrument de lutte indispensable contre la misérable inactivité dont, en tout temps et partout, ont souffert des milliers d'êtres humains».

Même si ces écrits font toujours référence aux mesures d'assistance, la primauté de l'assurance semble peu à peu s'imposer. C'est ce qui est notamment exprimé en 1923 (à la veille de la première loi fédérale de 1924) par Daniel Kesselser, chef de l'Office d'assistance chômage à Bâle, lors d'un exposé à l'Assemblée générale de la Fédération suisse des offices d'assistance chômage. Il soutient la politique fédérale de remplacement de l'assistance par l'assurance chômage. L'Union centrale des associations patronales suisses (1923) se préoccupe quant à elle plutôt des coûts de la mise en place de cette nouvelle assurance.

La crise des années 1930 et les difficultés financières auxquelles doivent faire face plusieurs caisses pour lesquelles on doit recourir à des subventions publiques exceptionnelles font conclure à plusieurs auteurs des années 1930 que l'assurance chômage doit être réformée. Par exemple Treyer (1933), se dit favorable à l'introduction par la Confédération de l'obligation d'assurance et à une participation financière des employeurs. Selon le même auteur, afin de *"empêcher l'avènement du Marxisme"*, il faut que la la Confédération et les Cantons n'accordent leurs subventions qu'aux caisses paritaires, organisées corporativement: *"en résumé, la nouvelle loi fédérale doit instaurer, en Suisse, une assurance obligatoire, paritaire et corporative"*. Aebi (1935), cite la nécessité d'étendre la couverture de l'assurance, notamment par des formes d'obligation. En discussion, également, une plus grande centralisation de l'organisation de l'assurance. On voit donc que les juristes ne se limitent pas toujours à décrire l'évolution législative et son application par les caisses de chômage (notamment par l'analyse de données statistiques), mais qu'ils prennent également position en critiquant et formulant des propositions de réforme.

Deux questions émergent : la nécessité d'étendre la couverture de l'assurance par des formes d'obligation et la question de son financement, notamment la participation patronale et la répartition des charges entre Confédération, cantons et communes. Le système de subventionnement des caisses privées et publiques par la Confédération et les cantons n'est toutefois pas remis en cause.

Nous avons trouvé peu d'ouvrages s'intéressant à l'assurance chômage pendant la Deuxième guerre mondiale. L'ouvrage de Karl Attinger (1946) s'intéresse plutôt à la mise en place des allocations perte de gains (APG), un régime important mis en place pendant la guerre pour compenser la perte de salaire des soldats. Durant cette période, la Mobilisation fait que les APG sont bien davantage d'actualité que l'assurance chômage. La mise en place du régime des APG aura des conséquences importantes sur l'évolution de la politique sociale, en particulier sur la création de l'AVS, mais aussi sur l'assurance chômage.

Au début des années 1950, les documents recensés s'intéressent à la mise en place de la nouvelle loi d'assurance chômage (1951). Il s'agit souvent de textes de juristes qui décrivent l'évolution législative (Ehrtart, 1951; Flury, 1952; Keskin, 1955; Vökt, 1955; etc.). Les critiques et propositions de réforme semblent laisser la place à une narration plus descriptive.

Les critiques émergent à nouveau dans les documents datant de la fin des années 1960. En 1960, Paul Kopp s'intéresse à la question traditionnelle de la définition du chômage volontaire, donc fautif. Mais c'est surtout vers la fin de la décennie que l'on retrouve le débat autour d'une réforme de l'assurance chômage (notamment chez Sattler, 1973), qui débouchera sur une nouvelle conception de l'assurance traduite par l'arrêté fédéral de 1976 instaurant l'assurance obligatoire. Pendant cette période Sovilla, secrétaire de l'Union centrale des associations patronales suisses se préoccupe surtout de limiter les coûts des assurances sociales (1968).

Au niveau des sources publiées, nous avons également recensé les textes législatifs fédéraux concernant l'assurance chômage. La numérisation de la *Feuille fédérale* consultable sur le site Internet des Archives fédérales suisses (<http://www.bar.admin.ch>), nous a permis de réaliser des recherches sur toute la période avec le mot-clé « assurance chômage » et d'identifier les principaux textes législatifs et les rapports, messages et circulaires du Conseil fédéral sur cette question. Nous avons complété cette liste par une recherche systématique dans le Recueil officiel des lois fédérales. Nous avons listé les principaux textes législatifs ainsi que les messages, circulaires et rapports du Conseil fédéral dans un document en annexe (« Principales sources législatives concernant l'assurance chômage fédérale »).

Au niveau de l'élaboration législative, nous avons repéré trois moments centraux. Le premier se situe autour de l'élaboration de la première loi fédérale sur l'assurance chômage du 17 octobre 1924, qu'institutionnalise au niveau fédéral le système de subventionnement public des caisses de chômeurs syndicales, paritaires et publiques. Pendant les années 1930, diverses ordonnances sont prises pour essayer d'adapter la législation sur l'assurance chômage aux problèmes posés par la crise économique mais sans apporter des modifications majeures.

Une deuxième phase législative importante concerne la période allant de l'Arrêté fédéral réglant l'aide aux chômeurs pendant la crise résultant de la guerre du 14 juillet 1942 à la nouvelle Loi fédérale sur l'assurance chômage du 22 juin 1951. Sans remettre en cause fondamentalement le système mis en place en 1924, cette nouvelle législation introduit d'importantes modifications comme la mise en place d'un fonds de compensation entre caisses. Pendant les trente années de croissance économique qui suivent, la Loi fédérale sur l'assurance chômage connaît quelques révisions partielles, le plus souvent concernant un réajustement des prestations.

Enfin, la modification constitutionnelle et l'Arrêté fédéral instituant l'assurance chômage obligatoire (régime transitoire) de 1976 constituent le troisième changement majeur au niveau législatif et amènent une nouvelle conception de l'assurance chômage.

2. Les archives consultées

2.1 Archives fédérales : OFIAMT, section assurance chômage

Les archives de l'OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et des métiers et du travail; jusqu'en 1930: Office fédéral du travail, créé en 1921) concernant l'assurance chômage conservées aux Archives fédérales représentent 48,4 mètres linéaires. Presque la moitié du fonds est constitué de la correspondance entre l'OFIAMT et les différentes caisses d'assurance chômage (22,4 m). Les dossiers classés sous la période 1928-1955 (E 7174 (A)) ne représentent que 2,4 mètres, mais il faut remarquer que le fonds E 7174 (B), malgré l'indication d'une période allant de 1956 à 1985, comporte aussi des sous-dossiers datés de la fin des années 1940 au début des années 1950. Il s'agit notamment de dossiers concernant l'élaboration de la Loi fédérale sur l'assurance chômage du 22 juin 1951 (LAC).

Une grande partie des dossiers porte sur les années 1970, les titres faisant référence à l'élaboration de la nouvelle conception de l'assurance chômage qui aboutira, dans un premier temps, à la promulgation de l'Arrêté fédéral urgent du 13 mars 1976 introduisant l'assurance chômage obligatoire au plan fédéral et, dans un deuxième temps, à la Loi fédérale sur l'assurance chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI) du 25 juin 1982. Concernant la période antérieure à 1928, il faudrait consulter plus largement les archives du Département de l'économie publique.

Dans ces fonds sont conservés les documents officiels de la section assurance chômage de l'OFIAMT : rapports de gestion, publications, directives, documents concernant des réunions, conférences, la commission consultative, etc. Plusieurs dossiers sont dédiés aux diverses révisions législatives.

Un dossier est consacré aux intérêts défendus par diverses organisations (Association des Offices suisses du travail, Fédération suisse des caisses de chômage paritaires, Communauté d'intérêt des caisses publiques, Conférence Romande et Tessinoise des Offices cantonaux pour l'assurance chômage, autres) pendant la période 1955-1969 et 4 cartons concernant la période 1954-1982 (Union centrale des associations patronales suisses (UCAP), Fédération des sociétés suisses d'employés (FSE), Société suisse du droit des assurances, Union suisse des arts et des métiers, Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI, Vorort), Union syndicale suisse (USS), Confédération des syndicats chrétiens de Suisse (CSC), communauté d'intérêt des caisses publiques, Association des offices suisses du travail, Fédération suisse des caisses de chômage paritaires, autres associations).

Plusieurs documents concernant l'assurance chômage sont classés dans des dossiers thématiques portant par exemple sur les conditions de la reconnaissance des caisses, l'aptitude à s'assurer (domicile, activité salariée régulière, aptitude au placement, âge, nationalité), le devoir d'admission des caisses, l'obligation de s'assurer, la situation des assuré·e·s, l'exclusion d'une caisse, les prestations fournies par les caisses, les devoirs des assuré·e·s et des employeurs, les dispositions particulières pour les travailleurs du bâtiment et le personnel saisonnier, etc. Plusieurs dossiers portent sur des cas particuliers, classés selon les métiers. Enfin, des dossiers concernent les pays étrangers, notamment les accords spécifiques signés avec divers États.

2.2 *Schweizerisches Wirtschaftsarchiv (SWA), Bâle*

Créé en 1910 par des personnalités bâloises de l'économie et de la politique, le Schweizerisches Wirtschaftsarchiv (SWA) se donne comme tâche de conserver les archives d'entreprises privées et récolter documents concernant l'évolution économique. Le premier directeur des archives, le statisticien Fritz Mangold, qui sera aussi directeur adjoint de l'Office fédéral de l'assistance chômage (1921-1937), s'intéresse de près à la politique sociale. Le SWA constitue des dossiers thématiques, qui continuent d'être alimentés, notamment sur l'assurance chômage. Les documents plus anciens concernant l'assurance chômage datent de la fin du XIX^e siècle. Toute la période étudiée est donc représentée dans ces dossiers thématiques. Il y a deux types de dossiers, selon les sources inventoriées.

Les premiers regroupent des articles de presse (principalement de la *Neue Zürcher Zeitung* et *Basler Nachrichten*, mais aussi des journaux suivants : *Basler Anzeiger*, *Sankt-Galler Tagblatt*, *National Zeitung*, *Bund*, *Gazette du Valais*, *Schweizer Arbeitgeber Zeitung*, *Le Démocrate Payerne*, etc.). Les 759 articles recensés dans la période 1923-1977 se concentrent sur des moments d'élaboration législative et de discussion d'initiatives concernant l'assurance chômage. Les périodes concernées sont notamment :

- 1923-1924 : élaboration de la première loi fédérale en matière de chômage⁵ ;
- 1936 : initiative de l'USS sur l'assurance chômage⁶ ;
- 1941-1942 : élaboration d'un arrêté fédéral urgent en la matière⁷ ;
- 1949-1951 : élaboration d'une nouvelle loi d'assurance chômage (LAC)⁸ ;
- 1958-1959 et 1966 : révisions de la LAC ;
- À partir de 1972, avec le débat sur la nouvelle conception de l'assurance chômage (pic de 129 articles en 1976 lors de l'adoption par le Conseil fédéral de l'Arrêté fédéral introduisant l'assurance obligatoire⁹).

Presque la moitié des articles sont concentrés sur huit ans, à savoir 1976-77 (31 %), 1950-51 (7 %), 1941-42 (5 %), 1923-24 (4 %).

Le deuxième type de dossiers contient des brochures, des monographies ou d'autres publications (quelques communiqués de presse et quelques (rares) lettres ont également été glissés dans ces dossiers) d'auteurs divers (économistes, juristes, syndicalistes, associations patronales, autorités publiques, etc.). Parmi les 80 documents contenus dans ces dossiers (de longueur très inégale), une quinzaine est signée par des syndicats, dont la majorité par l'USS (10). L'OFIAMT est également à l'origine de plusieurs documents (13), tout comme les associations patronales (10), dont l'USCI, l'UCAP et l'Union suisse des arts et des métiers (USAM). Les autres documents sont produits par des associations diverses (universitaires, politiques et étatiques).

Des dossiers portent sur l'assurance chômage en Suisse, d'autres sont spécifiques à des cantons. Nous avons inventorié les dossiers concernant les cantons de Berne, Zurich, Vaud et Neuchâtel. Il y a également des dossiers portant sur l'assurance chômage en général et/ou faisant référence à d'autres pays.

Enfin, nous avons inventorié des dossiers concernant des thématiques liées à la question de l'assurance chômage (marché du travail et chômage, mesures contre le chômage, initiative de crise (1935), bureaux de placement).

2.3 Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich

Fondées en 1906, les Archives sociales suisses se sont profilées comme le centre de recherche le plus important sur la question sociale et sur les mouvements sociaux en Suisse. Comme les Wirtschaftsarchiv, les Sozialarchiv organisent des dossiers thématiques sur l'assurance chômage avec des coupures de presse, des brochures et d'autres documents.

Les 16 brochures inventoriées portent toutes sur la période 1972-1977 et concernent, pour l'essentiel, la nouvelle conception de l'assurance chômage qui se traduira par l'arrêté fédéral de 1976 et la loi de 1982. Les auteurs de ces brochures sont les milieux patronaux (par exemple trois documents de la Société pour le développement de l'économie suisse¹⁰),

⁵ Loi fédérale concernant l'allocation de subventions pour l'assurance chômage du 17 octobre 1924.

⁶ Déposée le 6 août 1936, l'initiative sera retirée le 11 décembre 1947 en faveur des articles économiques. « Tableaux des lois et des arrêtés fédéraux soumis au referendum et des demandes d'initiative de 1930 à 1947 et des Votations fédérales depuis 1848 », *Feuille fédérale* (FF), vol. 3, 1947, p. 1056.

⁷ Arrêté du Conseil fédéral réglant l'aide aux chômeurs pendant la crise résultant de la guerre du 14 juillet 1942.

⁸ Loi fédérale sur l'assurance chômage du 22 juin 1951.

⁹ L'Arrêté fédéral concernant une nouvelle conception de l'assurance chômage (révision constitutionnelle) du 11 mars 1976 est accepté par le peuple et les cantons le 13 juin 1976 ; l'Arrêté fédéral instituant l'assurance chômage obligatoire (régime transitoire) date du 8 octobre 1976.

¹⁰ Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft.

l'administration fédérale (l'OFIAMT et le Service de documentation de l'Assemblée fédérale) et les syndicats (USS, FTMH).

En ce qui concerne les coupures de presse, les journaux découpés sont surtout : *NZZ*, *Volksrecht*, *Die Tat*, *Schweizerische Arbeitgeber Zeitung*, *Schweiz. Bau und Holzarbeiter Zeitung*, *Schweiz. Metallarbeiter Zeitung*. Mais aussi : *Helvetische Typographia*, *Vaterland*, *Tages-Anzeiger*, *SMUV-Zeitung*, *Sankt-Galler Tagblatt*, *Weltwoche*, *Tribune de Genève*, *Basler Nachrichten*, etc. (les journaux se diversifient surtout à partir de 1975). Les dossiers comptent environ 400 articles couvrant la période de 1943 à 1978. Les années 1970, en particulier les années 1975-1976, sont (encore une fois) un moment de débat privilégié concernant l'assurance chômage car ces deux années regroupent plus de la moitié des articles classés par les Sozialarchiv.

En ce qui concerne les fonds d'archives du mouvement ouvrier conservés par le Sozialarchiv, nous nous sommes intéressés d'une part aux archives du Parti socialiste suisse (PSS) et d'autre part aux archives du syndicat UNIA issu de la fusion en 2004 de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH), du Syndicat de l'industrie et du bâtiment (SIB) et de la Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (FCTA).

Ce choix a été motivé d'abord par la place occupée par ces organisations à l'intérieur du mouvement ouvrier suisse¹¹, ensuite par le rôle qu'elles semblent jouer au niveau de l'assurance chômage, notamment via leur participation aux débats parlementaires, à des lancements d'initiatives et à leurs prises de positions sur la politique fédérale en matière de chômage. En outre, les deux principales composantes syndicales à l'origine d'UNIA, le SIB et la FTMH, organisent les deux principales caisses de chômage¹². Ce choix a également été influencé par le récent dépôt (en octobre 2006) de l'abondant fonds d'archives d'UNIA aux Sozialarchiv. Il s'agit des fonds des organisations centrales (et non pas des sections)¹³ des syndicats FTMH, SIB et FCTA, pour un total de plus de 800 mètres linéaires d'archives. Ce dépôt a permis un traitement professionnel de ces documents et la réalisation d'un inventaire facilitant les recherches. La pertinence de ce choix semble confirmée en ce qui concerne les archives UNIA, et en particulier le fonds de la FTMH, alors que le bilan est plus mitigé en ce qui concerne le fonds du PSS¹⁴.

En ce qui concerne le PSS, les sources classées sous le thème de l'assurance chômage représentent une enveloppe d'une douzaine de documents couvrant la période 1918-1950. Pour avoir plus d'informations concernant les positions et les actions du PSS concernant

¹¹ La FTMH fondée en 1887 sous le nom de Fédération des ouvriers sur métal (FOM), devient la principale organisation syndicale de la branche et dès 1915 organise également les ouvriers de l'industrie horlogère et devient la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers (FOMH), puis est rebaptisée FTMH en 1972. La Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB), dont l'histoire remonte à 1886, était l'organisation syndicale comptant le plus grand nombre de membres à l'échelle nationale après la FTMH. La FOBB devient le SIB en 1992, lors de la fusion avec la Fédération du personnel du textile, de la chimie et du papier (FTCP). En 2004 fusionne avec le SIB et la FCTA dans le syndicat UNIA.

¹² La FTMH et la FOBB (SIB) organisent les deux plus importantes caisses de chômage au cours de Trente Glorieuses : en 1953 par exemple, la caisse de la FTMH compte presque 80'000 membres, celle du SIB (FOBB) plus de 42'000, suivent trois autres caisses qui comptent entre 21'000 et 25'000 membres, toutes les autres caisses comptent moins de 10'000 assurés. *Liste des caisses de chômage privées*, Archives sociales suisses, SMUV, 01D-0058, Teil 2. Encore aujourd'hui la caisse de chômage UNIA est la principale caisse syndicale.

¹³ En ce qui concerne les archives romandes de la FOBB (SIB), voir chapitre concernant les archives AEHMO.

¹⁴ Il faut cependant remarquer que le fonds total du PSS représente 74 m alors que celui de la FTHM compte 550 m et celui du SIB 250 m.

l'assurance chômage, il faudrait consulter les procès-verbaux de la direction ainsi que les comptes rendus des congrès à des moments clés (lors de débats législatifs ou du dépôt d'initiatives de la part du parti ou des syndicats¹⁵). Au niveau des sources publiées, nous disposons des programmes du parti (notamment, concernant les périodes étudiées, ceux de 1920, 1935, 1942 et 1959), des rapports de gestion (annuels) ainsi que la presse socialiste¹⁶. Enfin, les députés socialistes participent aux débats parlementaires, déposent des motions, défendent des initiatives, etc. Il est possible d'étudier les positions qu'ils défendent à travers la *Feuille fédérale*, le *Bulletin sténographique de l'assemblée fédérale*, ainsi que dans les procès-verbaux des diverses commissions chargées d'élaborer ou discuter les lois en matière de chômage (disponibles notamment aux archives fédérales, OFIAMT, section chômage).

Les archives du SIB – surtout celles de la FTMH – comptent plusieurs dossiers thématiques portant sur l'assurance chômage. Ces dossiers contiennent des sources très variées (prises de position des syndicats concernant l'assurance chômage, procès-verbaux des commissions d'experts et de commissions syndicales, documents concernant les caisses de chômage, correspondance entre les syndicats et l'OFIAMT, rapports, lettres, statistiques et autres documents concernant l'assurance chômage). Les périodes plus documentées sont la fin des années 1940, le début des années 1950 (élaboration de la loi fédérale de 1951) et les années 1970 (qui déboucheront sur l'arrêté urgent de 1976 et la loi fédérale de 1982).

Concernant la FTMH, plusieurs dossiers, couvrant la période 1917-1951, ont été organisés par Arthur Steiner, vice-président (1933-1954), puis président de la FTMH (1954-1958), président de l'USS (1954-1958) et conseiller national socialiste (1947-1958). Il a fait partie des diverses commissions d'experts qui ont élaboré la loi fédérale de 1951 sur l'assurance chômage. Si, jusque dans les années 40, la préoccupation principale de ces deux syndicats, organisant comme on l'a vu les deux principales caisses de chômage, semble être la survie économique de leurs caisses, revendiquant notamment une augmentation des subventions fédérales pour les rendre égales à celles accordées aux caisses paritaires et publiques, d'autres questions émergent, comme celle des prestations accordées, du calcul des cotisations, du chômage partiel, des travailleurs étrangers ou encore du délai de carence pour les travailleurs du bâtiment. Cette dernière question préoccupe évidemment tout particulièrement la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB).

Nous n'avons pas pu consulter l'ensemble de la documentation disponible dans ces deux fonds, qui, comme le montre l'inventaire en annexe, comportent plusieurs dossiers sur l'assurance chômage.

En plus des dossiers thématiques, les procès-verbaux des directions syndicales, les comptes rendus des assemblées annuelles des délégués et d'autres réunions ainsi que la presse syndicale sont des sources qui pourraient être consultées durant des périodes clés (notamment lors des débats législatifs ou lorsque les syndicats prennent des initiatives en la matière). Enfin, les Sozialarchiv conservent des fonds d'archives de plusieurs autres syndicats membres

¹⁵ Comme l'initiative socialiste « *Pour combattre la crise économique et ses effets* » (initiative de crise) déposée le 30 novembre 1934 et refusée en votation populaire le 2 juin 1935 ; l'initiative constitutionnelle sur l'assurance chômage de 1936 (puis retirée par l'USS en 1947) ; ou encore l'initiative du PSS pour « *La réforme économique et les droits du travail* », déposée par le 10 septembre 1943, rejeté en votation populaire de 18 mai 1947.

¹⁶ Au niveau de la presse, nous pouvons citer notamment *Le Droit du Peuple* (1917-1940) organe du parti socialiste suisse et des partis socialistes vaudois et lausannois (1917-1940), qui devient par la suite *Le Peuple*, journal des socialistes romands (1940-1965) ; *Le militant romand : bulletin d'information pour les militants du Parti socialiste* (1943-1971) ainsi que le *Volksrecht*, organe du parti socialiste suisse et de la section zurichoise (1898-1970), qui devient par la suite *le Zürcher AZ* ; la *Rote Revue* (1921-1966), revue mensuelle du Parti socialiste suisse, qui devient *Profil* entre 1967 et 1980.

de l'USS, comme par exemple le Syndicat des services publics (SSP), le Syndicat des travailleurs du textile (FTT), ainsi que des sections de la Confédération des syndicats chrétiens de suisse (CSC). Des recherches concernant les positions défendues par ces syndicats permettraient probablement de nuancer et complexifier les positions du mouvement ouvrier concernant l'assurance chômage. L'étude des documents de la FTT, syndicat couvrant un secteur particulièrement féminisé, permettrait probablement d'approfondir une analyse genrée des positions syndicales dans ce domaine.

La richesse de la documentation recensée et l'intérêt des questions soulevées par les initiatives et prises de positions syndicales nous ont amenés à déposer un projet de recherche au FNS visant à exploiter ces sources afin de mettre en évidence le rôle que ces organisations ouvrières ont joué dans la mise en place d'une assurance chômage fédérale (voir chapitre V).

Enfin, les Sozialarchiv possèdent également une bibliothèque regroupant des brochures et publications sur le thème de l'assurance chômage. Ce catalogue thématique nous a permis de compléter la bibliographie des sources publiées.

2.4 Archives de l'Union syndicales suisse (USS), Berne

L'USS organise et gère ses propres archives dans ses locaux à Berne. Le fond contient toutes les archives de l'USS depuis sa création en 1880 jusqu'à aujourd'hui. Les archives contiennent plusieurs sources classées dans des dossiers thématiques. Nous avons pu recenser diverses publications portant sur l'assurance chômage qui couvrent la période allant du début du siècle jusqu'à aujourd'hui, ainsi que des dossiers thématiques contenant des sources non publiées. Ces dossiers contiennent notamment des comptes rendus de commissions d'experts auxquels les représentants de l'USS participent, de réunions de commissions syndicales portant sur cette question, de la correspondance, des communiqués, des rapports et d'autres documents portant sur l'assurance chômage. Les numéros de la *Revue syndicale suisse* (1909-1994), ainsi que les procès-verbaux des congrès et des séances de la direction de l'Union syndicale sont également consultables.

L'important nombre de dossiers thématiques sur l'assurance chômage semble confirmer le rôle de premier plan que l'USS occupe dans ce débat. Les dates extrêmes des dossiers nous indiquent qu'une part importante des documents se concentre dans les années 1970. Cependant, plusieurs dossiers de l'USS portent également sur les années 1920 et 1930, ainsi que sur les années 1950. Si plusieurs documents des années 1920 et 1930 portent encore sur l'assistance chômage et l'aide de crise, la question de l'assurance chômage semble s'imposer rapidement. Ainsi, par exemple, en 1926, l'USS se charge d'une enquête sur l'état des principales caisses de chômage en Suisse. On trouve dans ces dossiers souvent mention d'Arthur Steiner et de Konrad Ilg¹⁷, les principaux dirigeants syndicaux responsables de la politique en matière d'assurance chômage.

Plusieurs dossiers regroupent également des comptes rendus de diverses réunions et conférences entre représentants des caisses de chômage syndicales et l'OFIAMT. En ce qui concerne la fin des années 1940 et le début des années 1950, les articles recensés dans

¹⁷ Président de la FTMH (1917-1954), membre de la délégation suisse à la première conférence internationale du travail à Washington en 1919. Membre du comité central de l'USS (1927-1937), puis vice-président (1937-1941). Secrétaire de la Fédération internationale des ouvriers sur métaux (1921-1954). Conseiller national socialiste (1918-1947).

l'inventaire thématique de la *Revue syndicale suisse* mettent en évidence l'intérêt porté par l'union syndicale à la révision législative¹⁸.

Enfin, en ce qui concerne les années 1970, le débat est encore une fois centré sur la nouvelle conception de l'assurance chômage proposée par l'OFIAMT. L'USS appuie la nécessité d'une révision de la législation en matière d'assurance chômage et participe au débat par des prises de position, la participation à des commissions extraparlimentaires et d'autres réunions. Le titre d'un article paru en 1972 dans la *Revue syndicale suisse* montre toutefois les craintes qui animent les responsables syndicaux, suite à la proposition de l'OFIAMT de créer une caisse centrale de l'assurance chômage (CAC) : « *Est-ce la fin des caisses d'assurance chômage des syndicats ?* » Dans la multitude de textes produits à cette époque, l'USS prend position sur beaucoup d'autres aspects de la nouvelle politique en matière de chômage, au niveau de l'organisation, des prestations octroyées, du caractère obligatoire de l'affiliation et concernant des questions financières.

2.5 Le Fonds d'archive de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO), Lausanne

Fondée en 1979 à Lausanne, cette association a créé en 1980 un fond d'archives déposé à la Bibliothèque cantonale universitaire de Lausanne (Dorigny). On y trouve les archives complètes du Secrétariat romand de la FOBB, celles de certaines sections romandes du PSS, ainsi que des dépôts d'origine privée, dont plusieurs concernent le travail d'élus ou de dirigeants politiques de la gauche vaudoise. Pour notre recherche, nous nous sommes surtout intéressés aux archives du secrétariat romand de la FOBB qui compte des dossiers thématiques portant sur l'assurance chômage pour une période allant de la fin des années 1940 aux années 1980.

Les archives du Secrétariat romand de la FOBB comprennent davantage de dossiers thématiques sur l'assurance chômage que celles du secrétariat central réunies aux Sozialarchiv. En effet, nous avons pu recenser 9 dossiers de documents portant sur l'assurance chômage. Une partie des documents regroupés dans ces dossiers concerne des sections cantonales, et fait référence à des législations locales (textes de lois, correspondance entre caisses et autorités locales, etc.) et à la situation des caisses dans les sections. Cependant, dans les dossiers relatifs aux sections locales, on peut également trouver des documents d'intérêt national, comme des lettres du Secrétariat central de la FOBB (section caisse de chômage), ainsi que des brochures et de la documentation. À côté des dossiers, concernant plus spécifiquement des cantons, les dossiers du Secrétariat romand (SR) regroupent des documents de portée plus nationale : correspondance avec l'OFIAMT, prises de position des syndicats (notamment de l'USS), indications du Secrétariat central de la FOBB, brochures, formulaires, coupures de presse, etc. L'essentiel des documents concerne les années 1970 et 1980. À une époque où les caisses de chômage sont encore responsables du contrôle des chômeurs et des chômeuses, les directives qui leur sont adressées par l'OFIAMT, leur rappelant les droits et les devoirs des assuré·e·s sont autant de sources permettant de rendre compte de la réalité concrète de l'assurance chômage.

¹⁸ Parmi les articles inventoriés sous « assurance chômage » datant de cette période : *Révision de l'assurance chômage* (Arthur Steiner, 1948) ; *Nouvelle loi sur l'assurance chômage et les allocations de crise*, (Richard Bringolf, 1949), *À propos du projet de loi sur l'assurance chômage* (Giacomo Bernasconi, 1950), *La nouvelle loi sur l'assurance chômage* (Alexandre Berenstein, 1951).

2.6 Archiv für Zeitgeschichte, Zurich

Ces archives conservent et entretiennent des fonds privés d'importantes organisations patronales, comme l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI, le Vorort) et la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES), qui ont fusionné en 2000 donnant naissance à *economiesuisse*. Nous nous sommes également intéressés au fond d'archive de l'Union centrale des associations patronales suisses (UCAP)¹⁹, ainsi qu'aux dossiers thématiques d'articles de la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ).

Le Fonds de l'USCI est constitué de documents allant de la création de l'organisation en 1870 jusqu'à 1995. La deuxième partie du XX^e siècle concentre toutefois une part importante des sources disponibles. Les Archiv für Zeitgeschichte ont pris en charge le fonds en 1991, recevant par la suite aussi les archives privées de Heinrich Homberger, directeur du Vorort de 1939 à 1965, et en 1997 des documents portant sur la période 1980-1995. Il s'agit de plus de 300 mètres linéaires de dossiers, essentiellement des protocoles, rapports, de la correspondance. Concernant les dossiers thématiques sur l'assurance chômage, les sources se concentrent autour de la loi de 1951 et de celle de 1982. Ces dossiers regroupent diverses sources, dont de la correspondance entre associations patronales et l'OFIAMT, quelques prises de position des associations patronales, mais il s'agit en grande partie de rapports de l'OFIAMT et de procès-verbaux des commissions d'experts chargés de l'élaboration des nouvelles législations. Il serait utile, pour mieux rendre compte des positions patronales sur cette question, de consulter les procès-verbaux du Vorort à des périodes clés, notamment lors de l'élaboration de nouvelles lois ou lors du dépôt d'initiatives fédérales concernant cette assurance.

En ce qui concerne le Fonds d'archive de la Société pour le développement de l'économie suisse, il se compose de documents allant de sa création en 1942 à 1993. La documentation du bureau principal de Zurich – constituée de coupures de presse résultant du dépouillement d'une centaine de quotidiens et hebdomadaires, de revues spécialisées et de matériel propre à la SDES – représente une importante source d'informations pour l'histoire politique et économique de la Suisse.

Les Archiv für Zeitgeschichte ont pris en charge en 1997 la première partie du fond (1943-1974), soit 1100 dossiers correspondant à 120 mètres. Ils ont été réorganisés selon des critères historiques en 3500 dossiers thématiques. Les sources de cette première période ont été digitalisées, le répertoire peut être consulté sur le site des archives²⁰. En ce qui concerne l'assurance chômage, environ 680 pages de sources, essentiellement des articles de presse, peuvent être consultés pour les années entre 1937 et 1974. Si les années 70 sont largement représentées, la période 1937-1972 regroupe environ 500 pages sur les 680. Il existe également d'autres dossiers thématiques de la SDES non numérisés, portant sur l'assurance chômage et en particulier sur l'arrêté fédéral urgent de 1976, récoltant les diverses prises de positions.

En ce qui concerne l'UCAP, seule une partie des documents est déposée aux Archiv für Zeitgeschichte, le reste étant conservé dans des archives propres à Zurich. Le fonds déposé aux AFZ ne contient pas de dossiers spécifiques portant sur l'assurance chômage, il est toutefois possible de consulter des rapports concernant la politique du travail (1970-1989), des rapports annuels et les publications de l'UCAP. Nous espérons pouvoir approfondir le

¹⁹ L'UCAP devient l'Union patronale suisse (UPS) en 1995.

²⁰ Au total, soit pour la période allant de 1943 à 1993, le fonds représente 420 mètres de matériel, essentiellement des coupures de presse (1'500'000).

rôle et les positions défendues par cette organisation concernant l'assurance chômage, également par des recherches dans ses propres archives dans une prochaine recherche. La recherche de documents pourrait également encore être élargie au Fonds du Redressement national (RN)²¹.

Enfin, aux AFZ, il est possible de consulter les articles de la *Neue Zürcher Zeitung* regroupés dans des dossiers thématiques, dont des dossiers sur l'assurance chômage.

2.7 Archives cantonales et communales

La richesse des fonds inventoriés dans les diverses archives décrites jusqu'ici nous a obligés à nous concentrer sur celles-ci et à renoncer à consulter les archives cantonales et communales. Nous avons cependant pu remarquer que les sources disponibles dans les diverses archives consultées, en particulier les archives fédérales, contiennent plusieurs indications concernant l'état de l'assurance chômage dans les cantons. En particulier lors des moments d'élaboration législative, on fait le point sur le développement de l'assurance dans les cantons, que l'OFIAMT suit de près. Les cantons participent aux consultations et parfois aux commissions d'experts mises en place dans le processus législatif. Des traces de leurs interventions peuvent être retrouvées dans des dossiers des archives fédérales. La littérature secondaire que nous avons recensée fait également souvent référence à l'évolution et la situation dans les cantons. Enfin, les Wirtschaftsarchiv comptent des dossiers sur la situation de l'assurance chômage dans des cantons spécifiques.

3. Pistes de recherche : acteurs périodes et thèmes

Les acteurs

On trouve donc dans les archives de l'administration, mais également dans celles des organisations ouvrières et patronales, un nombre important de documents sur l'assurance chômage.

En ce qui concerne le mouvement ouvrier, les archives de l'USS qui est, dès sa création en 1880, la principale organisation faîtière des syndicats suisses, témoignent de l'intérêt que l'USS accorde tout au long de la période au développement de la politique fédérale en matière d'assurance chômage. Les documents trouvés dans les archives de la FOBB et surtout de la FTMH sont également imposants. Ce n'est évidemment pas un hasard que les représentants de ces deux syndicats, qui organisent comme on l'a vu les deux principales caisses de chômage de Suisse, s'intéressent de près à la politique fédérale en la matière. De plus, les secteurs de ces deux syndicats, horlogerie et bâtiment, ont été à plusieurs reprises particulièrement touchés par la problématique du chômage.

Une question semble traverser les discussions sur plusieurs décennies : c'est celle de l'indemnisation du chômage saisonnier. Il concerne en particulier les travailleurs du bâtiment. Les représentants syndicaux tentent de faire reconnaître la légitimité d'une indemnisation du chômage de ces travailleurs longtemps pénalisés par de longs délais d'attente. Mais d'autres préoccupations/intérêts sont exprimées par ces organisations ouvrières autour de l'assurance chômage qui ont souvent trait au financement et à l'organisation de leurs caisses.

²¹ « Vereinigung für Freiheit, Föderalismus und Recht », jusqu'à 1961 « Aktionsgemeinschaft Nationaler Wiederaufbau », qui est une organisation créée en 1936 sur des bases libérales-conservatrices et qui milite contre l'initiative de crise. Les documents du RN, qui portent sur des questions de politique économique, financière, des transports et constitutionnelle, depuis sa création jusque dans les années 1980, ont été pris en charge par les AFZ en 1998, suite à la fermeture du bureau zurichois. Le fonds est constitué de 23 mètres de dossiers

Les archives du PSS conservées aux Sozialarchiv ne comptent que très peu de sources classées sous le thème de l'assurance chômage. Il faudrait cependant consulter les autres sources que nous avons indiquées. Cet approfondissement nous paraît d'autant plus nécessaire que le PSS semble s'intéresser de près à l'assurance chômage fédérale notamment en déposant ou en soutenant diverses initiatives populaires.

Au niveau du patronat, les sources disponibles dans les archives de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI) et de la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES) conservés aux Archiv für Zeitgeschichte à Zurich témoignent également de leur intérêt pour cette question. Nous n'avons pas trouvé de dossiers spécifiques concernant l'assurance chômage dans les fonds d'archives de l'UCAP conservé aux AFZ. Toutefois des recherches supplémentaires, notamment dans les archives propres de l'organisation, seraient nécessaires pour rendre compte du rôle de cette association patronale. La presse des milieux économiques, notamment la *NZZ*, suit également de très près la politique fédérale en matière de chômage. Un intérêt tout particulier semble être porté par ces milieux sur la question du financement de l'assurance et en particulier sur celle de la participation des employeurs.

Les documents classés sous la thématique « assurance chômage » mériteraient d'être complétés par d'autres sources comme les procès-verbaux des directions de ces organisations pendant des périodes clés. La position d'autres organisations patronales qui figurent dans plusieurs sources que nous avons citées, telles l'Union suisse des arts et des métiers (USAM) mériterait également d'être étudiées. Leurs archives devraient également être consultées.

Les périodes

Au niveau de la périodisation, deux moments importants ressortent clairement de l'inventaire que nous avons réalisé. Une première période va de la fin des années 1940 au début des années 1950 et coïncide avec un moment d'élaboration législatif initié par l'arrêté fédéral urgent du 14 juillet 1942. Elle aboutit à la loi fédérale sur l'assurance chômage du 22 juin 1951. Au-delà de l'importance quantitative des sources documentant les débats, il nous paraît essentiel d'approfondir l'étude de cette période et de questionner le caractère de rupture ou de continuité des nouveaux textes législatifs. Il s'agit de répondre à la question du rôle de la guerre dans l'évolution des politiques sociales, mais également de questionner les stratégies politiques de l'après-guerre. La loi de 1951 restant en vigueur jusque dans les années 1970, il paraît très important d'en comprendre la genèse. L'étude de cette période devrait également fournir des pistes permettant d'expliquer pourquoi la Suisse a rendu beaucoup plus tard que les autres pays européens l'assurance chômage obligatoire.

Un deuxième moment de débat intense concerne les années 1970. Il commence plus précisément en 1971, date à laquelle l'OFIAMT émet l'idée d'une nouvelle conception de l'assurance chômage et propose l'introduction de l'assurance obligatoire et aboutit à la Loi fédérale sur l'assurance chômage obligatoire et d'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI) du 25 juin 1982.

Il serait nécessaire d'approfondir l'étude de ces deux périodes en exploitant les sources étatiques, syndicales et patronales que nous avons inventoriées. Plusieurs thèmes sont en effet débattus à ces périodes par les divers acteurs en présence.

Les thèmes

Trois séries de questions nous semblent particulièrement intéressantes à explorer.

La première série de questions a trait aux conditions permettant de bénéficier de l'assurance chômage. Il s'agirait d'identifier les positions concernant d'une part la place des femmes et d'autre part celle des personnes de nationalité étrangère dans l'assurance, mais également

d'analyser les débats autour de certains secteurs, par exemple le bâtiment, qui semble poser problème car le risque de se retrouver au chômage y est plus fort. À travers les catégories jugées aptes à s'assurer et les conditions à remplir (en terme par exemple d'aptitude au travail, de jours de cotisation, etc.) se construit une certaine vision du chômage et de son indemnisation. Les positions défendues participent, dans le jeu des rapports de force en présence, à cette construction. Poser cette question signifie également questionner le retard (par rapport à d'autres pays d'Europe) avec lequel est introduite en Suisse l'assurance chômage obligatoire (1976) et la délimitation de l'obligation.

La deuxième série de questions porte sur les prestations offertes. Enjeu de négociation entre les diverses forces en présence, les prestations reflètent la vision que les divers acteurs ont du rôle et de la place de l'assurance chômage. Quelle aide faut-il accorder aux assuré·e·s, pendant combien de temps ? Les prestations fournies renvoient également aux catégories d'assurés. En effet, on ne traite pas de la même manière les femmes, les travailleurs agricoles, les saisonniers, les étrangers, les « chefs de famille », etc. Comment ces différenciations ont-elles été justifiées et défendues, par qui et avec quel résultat au niveau législatif ?

Enfin, une troisième série de questions émerge des sources consultées : celles liées au financement de l'assurance. Ce problème semble préoccuper autant les organisations ouvrières que patronales, même si les intérêts défendus sont la plupart du temps opposés. En effet, si les syndicats semblent constamment se préoccuper du financement de leurs caisses, les milieux patronaux se battent jusqu'en 1976 contre l'introduction d'une contribution patronale.

4. Rencontres, colloques, publications

Plusieurs réunions et rencontres avec les Profs. Bernard Degen et Brigitte Studer nous ont permis de bénéficier de leurs conseils et de leurs critiques et d'affiner nos recherches. En particulier une rencontre organisée le 30 mai 2007 a permis de faire le point sur la recherche et de discuter ce qui restait encore à compléter.

La contribution présentée aux premières Journées suisses d'histoire (16 mars 2007, Université de Berne) portant sur « La politique fédérale concernant l'assurance chômage durant la Deuxième guerre mondiale : rupture ou continuité ? » a été une première occasion de rendre visible cette recherche. De plus, cette présentation a été l'occasion de tisser des contacts avec divers chercheurs et chercheuses membres du réseau « Histoire de l'État social suisse » qui participaient au même panel (Le « front intérieur » et ses mutations. Guerre et politiques sociales en Suisse 1938-1948) en présentant des contributions portant sur l'histoire d'autres assurances sociales. Lors de ce colloque est né le projet de regrouper les diverses interventions du panel, toutes axées sur la politique sociale de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale dans une publication collective, qui devrait paraître aux éditions Chronos en 2008. La recherche devrait donc bientôt être rendue visible par la publication d'un article portant sur l'assurance chômage durant cette période.

Une contribution intitulée « Deuxième Guerre mondiale et renforcement du consensus sur l'assurance chômage » a été présentée au colloque de la Société suisse de sociologie qui s'est déroulé du 12 au 14 septembre 2007 à l'Université de Bâle, dans le cadre du workshop organisé par les comités de recherche Problèmes sociaux et Migrations-Minorités.

La richesse du matériel inventorié et l'intérêt des questions soulevées nous ont amenés à déposer un projet de recherche au FNS (fonds DORE) en mars 2007, dont Jean-Pierre Tabin est le requérant principal. Suite à une première réponse négative, qui nous encourageait toutefois à retravailler le projet en vue d'un nouveau dépôt, nous avons décidé de tenir compte

de plusieurs des remarques qui nous ont été faites en modifiant et améliorant notre projet. Nous avons redéposé le projet en octobre 2007. Nous allons brièvement présenter ce projet.

5. Suite à donner à la recherche

La richesse des sources récoltées, en particulier au niveau des archives du mouvement ouvrier, et le rôle que certaines de ses organisations semblent jouer dans la mise en place de cette assurance nous ont amenés à déposer un projet au FNS en vue de questionner le rôle que ces organisations ouvrières jouent à quatre périodes clés (voir résumé en annexe). Il s'agira, si le projet est accepté, d'étudier les positions et options défendues par le mouvement ouvrier suisse et leur influence sur l'évolution de la politique fédérale en matière d'assurance chômage. Nous espérons ainsi mieux comprendre l'évolution de cette politique. L'Union syndicale suisse, le syndicat UNIA, les Archives sociales suisses, l'AEHMO et la Fondation collège du travail de Genève ont manifesté leur intérêt pour ce projet, en acceptant de participer en tant que partenaires de terrain à cette recherche.

Annexe I : Inventaire des fonds archives concernant l'assurance chômage

Abréviations inventaire

c	carton
d	document
e	enveloppe
m	mètres
s	série

6. Archives fédérales : fonds OFIAMT, dossiers assurance chômage

E 7174(A)	Arbeitslosenversicherung	1928-1955	2,4m
E7174(B)	Arbeitslosenversicherung – Akzession -/4 - Ce fond compte 87 dossiers contenant la correspondance, factures, comptes, etc., avec les diverses caisses de chômage. Liste des diverses caisses avec le dossier correspondant. Le début de la période dépend des caisses, au plus tôt 1928 et tous les dossiers se terminent en 1958.	1956-1985	10,6m (87c)
E 7174(B)	Arbeitslosenversicherung – Akzession 1979/136 - Ce fond compte 81 dossiers contenant la correspondance, factures, comptes, etc., avec les diverses caisses de chômage entre 1959 et 1976.	1956-1985	11,8m (81c)
E 7174(B)	Arbeitslosenversicherung – Akzession 1979/163 00 Bundesversammlung (1c) 01 Bundeszentralverwaltung (1c) 02 BIGA (commission consultative, formulaires, révisions législatives, divers) (8c) 03 Zentrale Organisationen und Verbände (1c) 4 Kantonsdossier (2c) 5 Materiendossier (Versicherungsfähigkeit, Aufnahmepflicht der Kassen, Versicherungsobligatorium, Kassenmitgliedschaft, Prämien, etc.) (9c) 6 Dossiers über Spezialfälle (5c) 8 Ausländische Organisation und Gesetze (3c) 9 Kreisschreiben (1c)	1956-1985	3m (30c)
E 7174(B)	Arbeitslosenversicherung – Akzession 1981/37 - Dossiers concernant les révisions législatives de la loi sur l'assurance chômage (1946-1969)	1956-1985	2,6m (26c)
E 7174(B)	Arbeitslosenversicherung – Akzession 1995/409 00 Bundesversammlung (Postulat, Motion, Interpellation, etc.) (4c) 01 Bundeszentralverwaltung (4c) 02 BIGA (publications, rapports de gestion, directives, commission consultative, formulaires, etc.) (12c) Neukonzeption Verfassungsstufe (17c) Direktion BIGA (5c) 03 Zentrale Organisationen und Verbände (3c) 1 Arbeitslosenversicherung Kassen (11) 5 Materiendossier (Aufbau des Arbeitslosenversicherung, Versicherungsträger, Pflichten der Versicherten und der Arbeitgeber, etc.) (60c)	1956-1985	18m

	6 Dossiers über Spezialfälle 8 Ausländische Organisation NK Neukonzeption/Gesetz		
--	--	--	--

7. Schweizerisches Wirtschaftsarchiv, Bâle

7.1 Dossiers sur l'assurance chômage

M79c	Arbeitslosenversicherung – Schweiz – Zeitungsartikel Zeitungsartikel – 1949 env. 300 articles Zeitungsartikel 1950-1974 env. 300 articles Zeitungsartikel 1975-1980 env. 400 articles	1920-1980	3c
M79c	Arbeitslosenversicherung – Schweiz – Broschüren Broschüren 1893-1932 26 documents Broschüren 1933-1950 17 documents Broschüren 1951-1985 36 documents	1893-1985	3c
M79a	Arbeitslosenversicherung – Allgemein – Zeitungsartikel très peu d'articles, notamment sur d'autres pays	-2002	1c
M79a	Arbeitslosenversicherung – Allgemein - Broschüren	1907-1984	1c
M79e	Arbeitslosenversicherung – Einzelne Kantone - Berne (1 carton) - environ une cinquantaine d'articles, à partir de 1926, la majorité datent des années 1970 - des rapports du conseil d'État, lois et dispositions diverses concernant l'assurance chômage depuis 1930. - Bâle (2 cartons) - une centaine d'articles depuis la fin du XIX ^e siècle à aujourd'hui - Correspondance de F. Mangold, président de la caisse de chômage de la ville, rapports divers (dont certains manuscrits) (1922-1925) - Vaud (1 enveloppe) - 6 articles, de 1931 à 1952 - Quelques exposés des motifs concernant la loi sur le chômage, printemps 1946, automne 1932, automne 1931 - pas de dossier sur Neuchâtel, mais peut-être des indications dans le dossier sur plusieurs cantons	divers	*
Vo M 74-12	Initiative « Recht auf Arbeit » (Landesring, 8. Dez. 1946) quelques brochures et 150-200 articles de presse	1946	1c
Vo M 74-13	Initiative für « Wirtschaftreform und Recht auf Arbeit » quelques brochures et 150-200 articles de presse	1947	1c

* divers, selon les cantons

7.2 Autres dossiers pouvant concerner l'assurance chômage

Vo M 71	Arbeitsmarkt und Arbeitslosigkeit Dossiers généraux, sur des pays étrangers, sur la Suisse et sur les divers cantons	1c
Vo M 73	Massnahmen gegen die Arbeitslosigkeit Dossiers généraux, sur des pays étrangers, sur la Suisse et sur les divers cantons	1c
Vo M 74-4	Arbeitsrappen, Basel-Stadt	1c
Vo M 74-10	Initiative « Recht auf Arbeit » 3. Juni 1894	1c
Vo M 74-11	Kriseninitiative (2. Juni 1935)	1c
Vo M 75	Arbeitsnachweis - Dossiers sur des pays étrangers, la Suisse et sur divers cantons.	1c

8. Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich

8.1 Dossiers thématiques

61.7	Arbeitslosenversicherung QS (Brochures)	1960-1977	1c
61.7*2	Arbeitslosenversicherung – Schweiz ZA (Journaux) 1943-1975 environ 250 articles (1943-1949 env. 50 articles ; 1950-1958 environ 50 articles ; 1959-1974 environ 50 articles ; 1975 environ 100 articles) 1976-1978 environ 150 articles (plus de 100 articles pour la seule année 1976, 50 articles pour 1977-1978 (40 pour 1977 et 10 pour 1978)	1943-1975 1976-1980	2c
61.7*1 ZA	Arbeitslosenversicherung all. & Étranger		1c

8.2 Archives UNIA

8.2.1 Archives FTHM (SMUV) - Dossiers sur l'assurance chômage

01D-0002	Arbeitslosenversicherung (Arthur Steiner)	1917-1951	6c
01D-0127	Korrespondenz ; Lois, arrêts, décrets, etc. concernant le chômage (Robert René)	1926-1943	3c
03A-0001	Arbeitslosenversicherung und Unterstützungskassen : Unterlagen zu den Arbeitslosenkassen (u.a. öffentliche Anerkennung, Mitgliederwerbung, Neuordnungen) ; Krankenkasse, Alterszuschusskasse	1927-1975	1c
03A-0036	Jahresbericht Arbeitslosenkassen	1928-1976	1s
04B-0137	Ausbau der Arbeitslosenunterstützung	1930-1932	1c
03A-0003	Arbeitslosenversicherung : Eingaben an Bund, Kantone und Gemeinden ; Leitfaden für die Arbeitslosenversicherung für Sektionskassiere (Ilg Konrad)	1933-1949	1c
06A-0004	Arbeitslosenversicherung : Bundesratsbeschluss ; Resolutionen des SBG ; Stellungnahmen, Protokolle von Kommissionen, Konferenzen, Verbänden, Kantonsregierungen ; Ergänzungsvorschläge (Konrad Ilg) ; Ausführungen von Nationalrat Arthur Steiner ; Korrespondenzen	1933-1953	1c
03A-0005	Arbeitslosenversicherung : Uhrenindustrie	1933-1973	1c
06A-0002	Kriseninitiative : Befürwortendes und gegnerisches Propagandamaterial ; Zeitungsausschnitte ; Listen Aktionskomitee ; Unterschriftensammlung ; Korrespondenz	1934-1935	1c
01D-0055	Arbeitslosenversicherung : Vergleich von Taggeldern (Arthur Steiner)	1936-1954	2c

01D-0058	Arbeitslosenversicherung (Wüthrich Ernst)	1939-1954	1c
03A-0002	Arbeitslosenversicherung : Formuläre der Arbeitslosenkassen ; Gesetzesrevision 70er Jahre (Protokolle der Eidg. Kommission für Arbeitsmarktfragen) (Mischler Hans)	1942-1976	1c
06A-0001	Arbeitslosenversicherung und Krisenunterstützung : Bemerkungen und Stellungnahme zu Vernehmlassungen zum Entwurf Bundesgesetz ; Bauarbeiterkarenzen ; Bundesgesetz über den unlauteren Wettbewerb (Strassenumfrage über Wissenstand bei Arbeitern)	1943-1951	1c
01D-0090	Arbeitslosenversicherung : Protokolle der Nationrats- und Expertekommission (Steiner A.)	1948-1951	1c
04B-0183	Convention subsidiaire / Accord sur le chômage technologique et structurel	1950-1961	1c
03A-0004	Arbeitslosenversicherung : Papier mit geschichtlichem Abriss über ALV ; Reorganisation der Kontierung	1969-1974	1c
03A-0006	Arbeitslosenkassen : Korrespondenzen ; Referate und Artikel Hans Mischler ; Wertschriftenverzeichnis SMUV-Kassen	1974-1978	1c
04A-0001	Maschinen- und Metallindustrie : Branchenakten (chronologisch) : Verbandsindustriekommission ; Versicherung der Arbeitnehmer gegen Arbeitslosigkeit	1975-1976	1c
03A-0046	Arbeitslosenversicherung	1976-1980	1c

8.2.2 Archives SIB (GBI) – Dossiers sur l'assurance chômage

02A-0047	Arbeitslosenkassen : Statuten	1932-1963	1c
06Z-0002	Karenztage für Bauarbeiter, Ausweisungen von italienischen Arbeitnehmern	1946-1955	1c
03A-0001	Bauarbeiterferien in der Arbeitslosenversicherung. Stellungnahme zu den bisherigen Entscheiden des Eidgenössischen Versicherungsgerichts. Gutachten von Dr. E. Schweingruber.	1954	1d
03C-0004	Dumentation zur Wirtschafts- und Sozialpolitik	1972-1996	1c

8.3 Archives Parti socialiste suisse

Ar 1.410.2	Arbeitslosenversicherung Quelques documents (notamment concernant les lois sur l'assistance chômage (années 1919-1922) et l'assurance chômage (1951-1951), résolution extraordinaire du 31.1.1937, documents de l'USS	1918-1950	1e
------------	--	-----------	----

8.4 Brochures et ouvrages sur l'assurance chômage (catalogue thématique)

61.7	Arbeitslosenversicherung - 15 ouvrages avant 1924, env. 50 ouvrages entre 1924 et 1977 et encore env. 50 ouvrages après 1977 - Plusieurs documents concernant la situation allemande et d'autres pays (Etats-Unis, France, etc.)	1895-1992	env. 115d
61.7	Arbeitslosenversicherung - Kleinschriften vor 1960 - Mélange : Suisse/autres pays ; lois, articles, brochures, statistiques, etc.	1894-1959	env. 60d

9. Archives de l'Union syndicale suisse (USS), Berne Dossiers thématiques sur l'assurance chômage

G 286/5 G 287/1 G 287/2	Assurance chômage : correspondance et documents divers	1913-1940	3c
G 272/2	Procès-verbaux des commissions d'experts et des réunions entre l'OFIAMT et les représentants des cantons, des caisses de chômage et des syndicats (concernant l'assurance chômage)	1920-1939	1c
G 272/3	Procès-verbaux des séances des représentants des caisses syndicales d'assurance chômage	1923-1947	1c
PE 439	SGB Arbeitslosenversicherung in Protokolle des Gewerkschaftsausschusses, 1924 ; 1926 ; 1936 ; 1940	1924-1940	1c
1968/13	SGB Dokumente über die Arbeitslosenversicherung (Erhebungen, Tabelle, Eingabe)	1925-1930	
O 1272 4	« Arbeitslosenkassen und Arbeitslosigkeit », 1927 ; « Die Subventionen an die gewerkschaftlichen Arbeitslosenkassen » (Charles Schürch, 1929), « Winterzulagen an Arbeitslose » (Charles Schürch, 1931) ; « Die Aubreitung der Arbeitslosenversicherung », 1932 ; « Der Stand der Arbeitslosenversicherung 1934-1940 » ; Gewerkschaftliche Rundschau	1927-1940	4d
G 177/2	Procès-verbaux de la Commissions consultative concernant l'assurance chômage	1942-1970	1c
O 12719	Dokumentation SGB. Kranken- und Unfallversicherung. Sozialvers. Arbeitslosenversicherung. Sammelband steiff broschiert. Aufsätze aus der Gewerkschaftlichen Rundschau von 1952 – 1961	1952-1961	
MH 22352	SGB – Dokumentation Arbeitslosenversicherung	1968-1981	
MH 22497	Arbeitslosenversicherung. Dokumentation zu den Vornehmlassung und zum neuen Arbeitslosenversicherung – Gesetz	1970-1980	
O 1997 1	SGB-Dokumentation Assurance chômage	1971-1976	1c
G 449/2 – G449/4	SGB – Arbeitslosenversicherung. Eingaben, Berichte, Korrespondenz, Protokolle, etc	1975-1988	
G 436/1	Arbeitslosenversicherung – Protokolle der Expertekommission für eine Neukonzeption der AV	1977-1979	
M21191	BIGA. Grundzüge und Probleme der schweizerischen Arbeitsmarktpolitik, 192p.	1980	1d

Un répertoire thématique de la Revue syndicale suisse permet de chercher les articles recensés sous « assurance chômage ». Par exemple, pour les années 1942-1951 : *Révision de l'assurance chômage* (Arthur Steiner, 1948) ; *Nouvelle loi sur l'assurance chômage et les allocations de crise*, (Richard Bringolf, 1949) *Assurance chômage (Doc.)* ; *Assurance chômage Doc* (1949), *À propos du projet de loi sur l'assurance chômage* (Giacomo Bernasconi, 1950), *La nouvelle loi sur l'assurance chômage* (Alexandre Berenstein, 1951)

10. Archives de l'AEHMO, Lausanne

10.1 Fonds FOBB – 113 Assurance chômage

113-SR 113 A 113-114 VD 113 VS	Assurance chômage Suisse romande 1988 Chômage partiel Commission cantonale consultative de main-d'œuvre et de lutte contre le chômage (Vaud, 1970-1986) Assurance chômage : Canton du Valais	1947-1990	1c
---	---	-----------	----

113-VD	Assurance chômage (Vaud)	1967-1979	1c
113- VD	Assurance chômage - Documents de l'Office cantonal du travail (Département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, Service de l'industrie, du commerce et du travail, Canton de Vaud) relatifs à l'état du marché de l'emploi dans le canton et dispositions concernant l'assurance chômage	1980-1985 1986-1989	1c
113-SE	Caisse de chômage - Circulaires OFIAMT et documents caisse de chômage FOBB (résumé des dispositions en vigueur, correspondance entre secrétariat central et les sections, correspondance avec l'OFIAMT, Rapport annuel de la caisse de chômage, etc.)	1979-1986	1c
113-SE	Assurance chômage - Rapports annuels de la caisse de chômage FOBB, données statistiques (1970-1980); correspondance et comptes rendus de séances syndicales (FOBB et USS) concernant la nouvelle conception de l'assurance chômage	1979-1981- 1986	1c
113-SE	Assurance chômage - Communiqués et autres documents concernant l'élaboration d'une nouvelle conception de l'assurance chômage et le régime transitoire; documents de l'OFIAMT et de la FOBB concernant l'évolution de la politique d'assurance chômage, état de la caisse de chômage FOBB	1974-1975	1c
113 SE	Assurance chômage - Divers numéros bulletin "Droit au travail et assurance chômage" de l'OFIAMT, autres publications de l'OFIAMT, correspondance USS, FOBB, OFIAMT, quelques articles de presse	1975-1976 1977-1982	1c
113 – JU – JB 113 SE 113- FR 113-GE 113-SA	Assurance chômage Enveloppes regroupant des documents (correspondance, article de presse, prises de positions, législation, rapports etc.) concernant les cantons du Jura, de Genève et de Fribourg; une enveloppe concernant l'assurance accident pendant le chômage	1950-1988	1c
113- NE 113-SE	Assurance chômage - documents (correspondance, article de presse, prises de positions, législation, rapports etc.) concernant les cantons de Neuchâtel et Vaud, documents concernant la commission d'arbitrage pour l'assurance chômage (canton de Vaud)	1947-1989	1c

11. Archives für Zeitgeschichte, Zurich

11.1 Fonds de l'Union suisse du commerce et de l'industrie

IB Vorort-Archiv : 93.1	BG über die Arbeitslosenversicherung vom 22.6.1951	1946-1972	2c
IB Vorort-Archiv : 93.3.	Verordnung vom 17.12.1951 zum BG	1951	1c
IB Vorort-Archiv : 10.12.13	Aktensammlung mit Verzeichnis X (Notizen, Handnotizen, Briefe, Rundschreiben, Artikel)	1957-1959	1c
IB Vorort-Archiv : 93.2.	BG über die Arbeitslosenversicherung vom 25.6.1982	1973-1986	3c

11.2 Fonds de la Société pour le développement de l'économie suisse

IB wf-Archiv I : 13.3.5.(1-4)	Arbeitslosenversicherung (ALV) - Sources numérisées, essentiellement des articles de presse : NZZ, Berner Tagwacht, Volkschrift, Basler Nachrichten, Volksrecht, Schweizerisches Politische Korrespondenz, Bulletin commercial et industriel Suisse. De 1937 à 1963 303 pages d'articles ; de 1964 à 1972 210 p., de 1973 à 1974 114 p. et encore 58 p. d'articles grands format de 1949 à 1974.	1937-1974
IB wf-Archiv II 7.4.7.1.	Überblick (Arbeitslosenversicherung),	1975-1993
IB wf-Archiv II : 7.4.7.2.	Obligatorische Arbeitslosenversicherung (Abst. 16.3.1976),	1975-1976
IB wf-Archiv II : 24.1.2.2.	Volksabstimmung vom 13.6.1976 (Grossformate), Enthält : Bundesbeschluss über eine Neukonzeption der Arbeitslosenversicherung	1976
IB wf-Archiv II 741.1	Volksabstimmung 13. Juni 1976 – Arbeitslosenversicherung - Articles de journaux, tracts et prises de positions des diverses organisations sur les trois objets en votations le 13 juin 1976 (Assurance chômage ; IDA-Kredit ; Raumplanungsgesetz). Environ 100 documents : entre articles, appels, statistiques, etc.	1976

11.3 Dossiers thématiques NZZ

Dossier NZZ	Arbeitslosenversicherung 70 articles (28 pp.)	1924-1942
Dossier NZZ	Arbeitslosenversicherung	1947-1977

Annexe II : Principales sources législatives concernant l'assurance chômage fédérale, 1924-1982

Abréviations

AF	Assemblée fédérale
CF	Conseil fédéral
DEP	Département de l'économie publique
FF	Feuille fédérale
RO	Recueil officiel des lois fédérales

Remarque : nous avons souligné en orange les principaux textes législatifs concernant l'assurance chômage, en jaune d'autres documents qui nous paraissent importants dans la genèse de l'assurance chômage fédérale.

Message du CF	à l'AF concernant le développement de l'assurance chômage	17.9.1923	FF
Circulaire du DEP	aux gouvernements cantonaux concernant le problème du chômage	7.12.1923	FF
Rapport du CF	à l'AF concernant la suppression de l'assistance chômage	2.6.1924	FF
Loi fédérale	concernant l'allocation de subventions pour l'assurance chômage	17.10.1924	RO
Ordonnance I	relative à la loi fédérale concernant l'allocation de subventions pour l'assurance chômage	9.4.1925	RO
Circulaire du DEP	aux gouvernements cantonaux concernant l'assurance chômage et le placement des travailleurs	3.7.1925	FF
Rapport du CF	à l'AF sur la participation de la Confédération aux mesures à prendre par l'État de Bâle-Campagne pour parer aux conséquences du chômage dans l'industrie des rubans de soie	4.9.1925	FF
Rapport du FC	à l'AF sur la participation de la Confédération aux mesures arrêtées par l'Etat d'Appenzell Rh.Ext. pour combattre le chômage	28.9.1925	FF
Rapport du FC	à l'AF sur la participation de la Confédération aux mesures adoptées contre le chômage par les cantons de St-Gall et de Genève	12.12.1925	FF
Ordonnance II	relative à la loi fédérale concernant l'allocation de subventions pour l'assurance chômage	20.12.1929	RO
Rapport du CF	à l'AF sur l'augmentation de la subvention fédérale versée aux caisses de chômage des industries dans la gène	30.5.1930	FF
Rapport du CF	à l'AF sur l'élévation de la subvention fédérale allouée aux caisses d'assurance chômage des industries dans la gène	19.5.1931	FF
Message du CF	à l'AF sur une aide extraordinaire aux chômeurs	27.10.1931	FF
Rapport du CF	à l'AF sur l'élévation de la subvention fédérale allouée aux caisses d'assurance chômage des industries dans la gène	27.6.1932	FF
Ordonnance III	relative à la loi fédérale concernant l'allocation de subventions pour l'assurance chômage	26.9.1932	RO
Message du CF	à l'AF sur une aide extraordinaire aux chômeurs	27.2.1933	FF
Rapport du CF	à l'AF sur l'élévation de la subvention fédérale allouée aux caisses d'assurance chômage des industries dans la gène	5.9.1933	FF
Ordonnance C	règlant le service des allocations de crise aux chômeurs	23.10.1933	RO
Ordonnance IV	relative à la loi fédérale concernant l'allocation de subventions pour l'assurance chômage	27.2.1934	RO
Message du CF	à l'AF relatif à la création de possibilités de travail et d'autres moyens de combattre la crise	9.10.1934	FF

Rapport du CF	à l'AS sur l'initiative populaire pour combattre la crise économique et ses effets	8.1.1935 6.3.1935	FF
Message du CF	à l'AF concernant la modification de l'article 19 relatif à la lutte contre la crise et à la création de possibilités de travail	16.9.1935	FF
Arrêté fédéral	relatif à la convention internationale assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations	24.9.1935	RO
Message du CF	à l'AF sur les mesures extraordinaires d'ordre économique	12.11.1935	FF
Message du CF	à l'AF sur une aide extraordinaire aux chômeurs	26.11.1935	FF
Ordonnance V	relative à la loi fédérale concernant l'allocation de subventions pour l'assurance chômage	27.3.1936	RO
Rapport du CF	à l'AF sur la demande d'initiative concernant l'assurance chômage	7.9.1936	FF
Message du CF	à l'AF concernant la modification de l'article 19 relatif à la lutte contre la crise et à la création de possibilités de travail	10.10.1936	FF
Message du CF	à l'AF sur le service des allocations de crise aux chômeurs	30.10.1936	FF
Arrêté fédéral	concernant la lutte contre la crise et la création de possibilités de travail	23.12.1936	RO
Arrêté fédéral	réglant le service des allocations de crise aux chômeurs	23.12.1936	RO
Ordonnance VI	relative à la loi fédérale concernant l'allocation de subventions pour l'assurance chômage	19.1.1937	RO
Rapport du CF	à l'AF concernant la proposition du canton de Neuchâtel de procéder à une nouvelle répartition des charges résultant de la lutte contre le chômage	5.3.1937	FF
Arrêté du CF	complétant l'ordonnance C du 23 octobre 1933 qui règle le service des allocations de crise aux chômeurs	28.5.1937	RO
Arrangement	conclu entre la Suisse et la France concernant l'assistance réciproque aux chômeurs des deux pays	15.7.1937 (conclu en 1933)	RO
Message du CF	à l'AF concernant la modification de l'article 19 relatif à la lutte contre la crise et à la création de possibilités de travail	7.9.1937	FF
Message du CF	à l'AF concernant une révision partielle des dispositions constitutionnelles qui régissent l'ordre économique	10.9.1937	FF
Message du CF	à l'AF concernant le renforcement de la défense nationale et la lutte contre le chômage	7.6.1938	FF
Arrêté fédéral	concernant un nouveau renforcement de la défense nationale et la lutte contre le chômage	6.4.1939	RO
Message du CF	à l'AF sur les mesures extraordinaires d'ordre économique	19.7.1939	FF
Message du CF	à l'AF sur le service des allocations de crise aux chômeurs	21.8.1939	FF
Arrêté fédéral	réglant le service des allocations de crise aux chômeurs	21.9.1939	RO
Arrêté du CF	accordant aux caisses d'assurance chômage un subside supplémentaire destiné à couvrir leur déficit de l'année 1939	13.12.1940	RO
Arrêté du CF	concernant les ressources nécessaires au paiement des allocations perte de salaire aux militaires, à la création de possibilités de travail et à une aide aux chômeurs	7.10.1941	RO
Arrêté du CF	sur l'aide aux chômeurs âgés	24.12.1941	RO
Arrêté du CF	réglant l'aide aux chômeurs pendant la crise résultant de la guerre	14.7.1942	RO
Rapport du CF	à l'AF sur le postulat du CN relatif au renvoi de la votation populaire sur la révision des articles économiques de la constitution, ainsi qu'à la protection des branches économiques menacées dans leur existence	14.7.1942	FF
Dispositions d'exécution	du DEP concernant l'arrêté du CF qui règle l'aide aux chômeurs pendant la crise résultant de la guerre	18.9.1942	RO
Rapport du CF	à l'AF sur les mesures prises par lui en vertu des pouvoirs	3.11.1942	FF

	extraordinaires		
Message du CF	à l'AF sur la révision des articles de la constitution fédérale relatifs au domaine économique	3.8.1945	FF
Rapport du CF	à l'AF sur la demande d'initiative concernant le « droit au travail »	24.6.1946	FF
Rapport du CF	à l'AF sur la demande d'initiative concernant la réforme économique et les droits du travail	14.10.1946	FF
Ordonnance	du DEP réglant l'assurance des travailleurs de l'industrie du bâtiment contre les conséquences économiques du chômage	26.11.1946	RO
Message du CF	à l'AF relatif au résultat de la votation populaire du 6 juillet 1947 sur la révision des articles de la constitution fédérale relatifs au domaine économique	20.9.1947	FF
Message du CF	à l'AF concernant un projet de loi sur le service de l'emploi ainsi que la ratification par la Suisse de la Convention internationale concernant l'organisation du service de l'emploi	10.7.1950	FF
Message du CF	à l'AF relatif à un projet de loi sur l'assurance chômage	16.8.1950	FF
Loi fédérale	sur l'assurance chômage	22.6.1951	RO
Loi fédérale	sur le service de l'emploi	22.6.1951	RO
Règlement d'exécution	de la loi fédérale sur l'assurance chômage	17.12.1951	RO
Règlement d'exécution	de la loi fédérale sur le service de l'emploi	21.12.1951	RO
Message du CF	à l'AF relatif à l'approbation d'une convention conclue entre la Suisse et la Belgique en matière d'assurances sociales	4.11.1952	FF
Message du CF	à l'AF relatif à l'approbation d'une convention conclue entre la Suisse et l'Italie en matière d'assurances sociales	6.3.1953	FF
Message du CF	à l'AF relatif à l'approbation de la convention conclue entre la Suisse et la Grande-Bretagne en matière d'assurances sociales	11.9.1953	FF
Message du CF	à l'AF concernant la révision de la loi sur l'assurance chômage	1.10.1958	FF
Loi fédérale	modifiant celle qui concerne l'assurance chômage	20.3.1959	FF
Rapport du CF	à l'AF sur la quarante et unième session de la conférence internationale du travail et MESSAGE sur la ratification, par la Suisse, de diverses conventions internationales du travail	11.12.1959	FF
Message du CF	à l'AF relatif à l'approbation d'une convention complémentaire en matière d'assurances sociales entre la Suisse et la Grande-Bretagne	22.1.1960	FF
Message du CF	à l'AF relatif à l'approbation de la convention en matière de sécurité sociale conclue entre la Suisse et l'Espagne	22.1.1960	FF
Message du CF	à l'AF concernant la révision de la loi sur l'assurance chômage	25.2.1966	FF
Loi fédérale	modifiant celle qui concerne l'assurance chômage	29.9.1966	FF
Loi fédérale	modifiant la loi sur l'assurance chômage	5.10.1967	FF
Message du CF	à l'AF concernant une modification de la loi fédérale sur l'assurance chômage	15.11.1972	FF
Loi fédérale	sur l'assurance chômage (LAC) Modification	27.6.1973	FF
Message du CF	à l'AF concernant une modification de la constitution fédérale en vue d'aménager l'assurance chômage selon une nouvelle conception	3.9.1975	FF
Arrêté fédéral	concernant une nouvelle conception de l'assurance chômage	11.3.1976	FF
Message du CF	sur l'introduction de l'assurance chômage obligatoire (régime transitoire)	11.8.1976	FF
Arrêté fédéral	instituant l'assurance chômage obligatoire (régime transitoire)	8.10.1976	FF
Message du CF	concernant une nouvelle loi fédérale sur l'assurance chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité	2.7.1980	FF
Message du CF	concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance en cas de	21.4.1982	FF

	maladie et accidents, de l'arrêté fédéral instituant l'assurance chômage obligatoire (régime transitoire) et de la loi fédérale sur l'assurance chômage		
Loi fédérale	sur l'assurance chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI)	25.6.1982	RO